

## **Le P.C. italien, la guerre et la révolution, par Pierre Broué<sup>1</sup>**

*Chronique*

*CLT, Numéro 29, mars 1987.*

La thèse de Serge Lambert n'a pas « encore » trouvé d'éditeur. Ne nous plaignons pas : nous pensons que c'est en réalité parce qu'elle a été soutenue en France qu'elle a trouvé un directeur de recherche et un jury, qu'elle n'aurait pu trouver en Italie même, pour des raisons politiques, et parce qu'il est des mythes que les politiciens défendent bec et ongles contre les vrais historiens, c'est-à-dire contre la recherche de la vérité historique.

L'histoire de l'Italie pendant la guerre, l'histoire du P.C.I. pendant cette guerre ne sont pas en effet n'importe quel épisode. En Italie, c'est l'agitation ouvrière — et personne ne s'étonnera qu'elle soit partie de FIAT — qui a ébranlé définitivement les bases du régime fasciste, creusé la tombe de Benito Mussolini, une fin de règne qui rappelle un février 1917 en plus triste, mais avec les mêmes phénomènes d'une police qui hésite à réprimer et laisse au travailleur un peu de temps, juste ce qui était nécessaire à réaliser ce qu'est leur coude-à-coude, ce que sera demain la grève générale pour abattre le régime. C'est aussi en Italie que le P.C.I. — la section de l'Internationale communiste que dirige directement Moscou — intervient auprès des hiérarques, fascistes renégats, maréchaux et prélats, pour leur proposer le compromis qui sauvera les uns et les autres de la pression de la rue en échange d'un ministère et donc de la reconnaissance légale de l'agence italienne de Moscou.

C'est à partir de là que commence le travail de Serge Lambert, un travail axé sur le P.C. italien mais qui, en réalité, le dépasse largement, car ses frontières étaient floues : un travail qui est une histoire des communistes italiens pendant la guerre, une histoire d'une révolution qui cherchait ses marques et qui a bien failli les trouver à temps. C'est le mérite de Serge Lambert d'avoir avant tout compris tout cela et de ne pas s'être contenté de garder un œil sur les bordiguistes et un autre sur Togliatti et Longo, de n'avoir fait une histoire ni de groupuscules ni d'appareils, mais celle d'un développement révolutionnaire et d'un mouvement qui échappent largement à la chronologie et à la typologie classiques et qui constituent au fond un parcours rude et difficile au cours duquel une poignée d'apparatchiks, appuyés sur la puissance des armées alliées, ont réussi à faire reculer la révolution italienne, remportant ainsi une partie décisive dans la lutte contre la révolution.

L'histoire de l'Italie à ce rendez-vous de l'histoire ne s'explique d'abord dans un premier temps que si l'on veut bien comprendre qu'elle obéit ici, du fait du long règne du fascisme, à une sorte de loi du développement inégal et combiné dans le domaine politique. C'est pratiquement en 1926 que le communisme italien quitte les sentiers de l'histoire du communisme mondial pour s'engager dans un no man's land dans lequel le temps a suspendu son vol. Le parti, interdit de droit et de fait, est un parti marqué de l'influence bordiguiste, non pas au sens sectaire que prendra plus tard le mot, mais au sens gauchiste révolutionnaire qui peut caractériser dans ce cas le courant influencé par Amadeo Bordiga, le vrai fondateur du P.C.I. Les hommes qui, à travers quelques années de prison et de confino, voire une « survie » libre précaire, sont restés fidèles à ce communisme du milieu des années vingt dont personne ne saurait contester que ses pulsions et son système d'idées sont entièrement orientés par la perspective révolutionnaire. D'un autre côté, ces révolutionnaires ont une « Mecque », la Moscou révolutionnaire qui a ouvert le cycle dans lequel ils s'attendent à s'engager tôt ou tard. Or Moscou et l'Union soviétique ont pour eux les couleurs de 1920-26. Ni les uns ni les autres, dans la plupart des villes et des villages,

---

<sup>1</sup> Serge Lambert, *Tradition révolutionnaire et « Nouveau Parti » en Italie (1942-1945)*, Thèse Grenoble, 1985.

n'ont depuis des années de rapports avec l'appareil. Ils n'ont aucune idée de la façon dont l'hitlérisme est arrivé au pouvoir appuyé sur la division entretenue par l'Internationale communiste et les invectives sur le social-fascisme. Ils ont ignoré l'époque du Front Populaire, « *la main tendue* » aux catholiques ou aux chemises noires, la collaboration ministérielle. La guerre d'Espagne n'a été pour eux qu'une croisade de leurs bourreaux et de leurs maîtres contre leurs frères ouvriers et paysans de la péninsule ibérique. Ils ne savent rien des procès de Moscou, des crimes du stalinisme, pas grand-chose du pacte germano-soviétique et de la collaboration pour l'Europe nouvelle entre Staline, Hitler et Mussolini. Mais ils sont en revanche entrés de plein pied dans la guerre de Hitler contre l'Union soviétique et l'Armée rouge — la leur, celle « *des ouvriers et des paysans* ».

Quoi d'étonnant si ces hommes, dès que la dalle fasciste se fendille et craque sous l'explosion des masses, reviennent vers les gestes et les symboles qu'ils connaissent, la faucille et le marteau, le drapeau, l'étoile rouge, mais aussi les mots et les institutions qui symbolisent pour eux la révolution, les comités et conseils qui sont pour eux des soviets, les formations armées qui sont des « *partisans* » ou l'« *armée rouge* » d'Italie ? Quoi d'étonnant que, dans la lutte contre le régime « *fasciste* », ils s'en prennent avant tout aux grands propriétaires, aux industriels, aux gros commerçants, banquiers, hauts fonctionnaires, bref tous ces hommes qui incarnent le fascisme mais aussi la bourgeoisie, la propriété privée, l'oppression de l'homme par l'homme ? Quoi d'étonnant qu'ils reprennent spontanément, avant même que la parole ait été donnée aux armes, le langage de la lutte des classes et non celui de l'Union sacrée ?

Bien entendu, l'appareil stalinien n'a pas disparu. Il s'est perpétué à l'étranger, en exil, en France et à Moscou, pendant les années 30, où il a durement combattu les oppositionnels, presque toujours pionniers du mouvement communiste, les excluant, voire les assassinant, comme en Espagne. Les quelques centaines d'hommes qu'il a su conserver sont des « *durs* », trempés dans les luttes fractionnelles, souvent liés aux tâches du G.P.U., parfaitement rompus aux tournants et aux palinodies, totalement disciplinés. Quand la révolution italienne commence en 1943, ils sont revenus mais ne contrôlent rien encore. La plupart, infiltrés et capturés ou livrés par les pays européens où ils avaient cherché refuge, se trouvent au confino où ils reforment des noyaux. Ce sont eux évidemment qui sont capables d'exclure Terracini en 1943, bien après le début de la guerre germano-soviétique... pour avoir dénoncé le pacte Hitler-Staline de 1939. Ce sont eux qui tentent de reconstituer l'appareil, jouant systématiquement les jeunes — qui sont coupés de la tradition révolutionnaire — contre les vieux qui l'incarnent, les intellectuels et petits-bourgeois qui acceptent la collaboration avec les catholiques et les fascistes déçus, acclament « *union sacrée* » et antifascisme, contre les ouvriers qui attaquent les patrons, les grands propriétaires, les prélats et veulent régler tous les comptes, celui de l'oppression de classe au premier chef. L'exemple le plus célèbre est évidemment celui de Rome dont parle Serge Lambert : le P.C.I. va reconnaître le groupe d'intellectuels, avec Ingrao, qui sortent des jeunesses fascistes, et repousser le vieux groupe ouvrier de *Scintilla* qui s'attache à construire des détachements de partisans rouges.

L'histoire « *du P.C.I.* », c'est, à partir de 1943, le combat d'un appareil stalinien, amené de l'extérieur, pour coiffer d'en-haut le véritable parti, le parti réel, celui qui a survécu au fascisme et vit dans les quartiers ouvriers et les villages, pour le bâillonner et imposer, par-dessus sa tradition « *bordiguiste* », une politique stalinienne de guerre à laquelle nulle tradition ne l'a évidemment préparé.

L'un des mérites exceptionnels du livre de S. Lambert est de nous faire comprendre que cet appareil, quelle que fût sa puissance de sa technique, la rigueur de sa discipline, la détermination de ses exécutants, l'expérience et la fermeté contre-révolutionnaire de ses chefs, n'a trouvé sa force que parce qu'il était en Italie le fer de lance de la coalition internationale des « *Alliés* ». Non seulement Palmiro Togliatti, avec son « *discours de Salerne* », qui sauve la monarchie, est, en la circonstance, le porte-parole tant du gouvernement soviétique que du commandement interallié, mais c'est à des militants staliens rompus en Espagne à la collaboration avec le G.P.U., comme Irving Goff, que l'O.S.S. demande les

rapports de renseignements sur les syndicats et formations politiques qui rejettent en Italie du Sud occupée la subordination aux exigences des Alliés !

L'étude de Serge Lambert ne peut guère se résumer. Il faut vivre avec lui, dans le détail patiemment reconstitué, les efforts de ces militants communistes des villes industrielles du Nord qui à partir des communistes des usines et des quartiers constituaient leurs organisations publiaient *Stella rossa*, *Bandiera rossa* ou *Il Lavoratore*, organes de combat de classe d'un communisme « révolutionnaire » parfois baptisé « intégral ». L'appareil en viendra à bout avec une énorme patience, combinant menaces, scissions, appels à l'unité, violence, corruption, parfois obligé, comme dans l'affaire napolitaine du « *Montesanto* », de reconstituer en partant de zéro une organisation communiste tout entière passée sur des positions de classe et unifiant dans ses rangs tous les communistes, des bordiguistes aux trotskystes, en passant par les socialistes devenus révolutionnaires. Ce sont parfois des fédérations entières qui se sont construites, notamment dans le Sud, en dehors de l'appareil et qu'il ne sera pas facile de soumettre à l'autorité centrale.

C'est en fait la condition de l'Italie, en tant que puissance « ennemie » des « Alliés » et « occupée » par ses vainqueurs, qui va constituer, avec la présence des occupants, le principal atout entre les mains des « normalisateurs » qui veulent un P.C. contre la révolution et des organisations de masse patriotiques. L'agent de renseignement Irving Goff s'indigne qu'on ait pu autoriser une organisation syndicale de plusieurs centaines de milliers d'adhérents à posséder un journal qui exprime un point de vue qui n'est pas celui de l'Union sacrée — et les syndicats seront unifiés de force avec des dirigeants qui ne sont pas élus, mais désignés par les partis de la Résistance, eux-mêmes comme on sait liés aux Alliés et les représentant comme leurs auxiliaires dans la conduite de la guerre.

Comment ne pas comprendre non plus la véritable division du travail entre puissantes belligérantes et occupantes ? Ce sont les troupes de choc allemandes qui viennent à bout par un massacre systématiquement généralisé des combattants de cette Armée rouge romaine du « *Mouvement communiste d'Italie* » qui hissait le drapeau rouge sur les édifices conquis et célébrait l'anniversaire de la révolution russe plutôt que la Fête nationale. La disparition sous les coups de la Gestapo de chefs locaux radicalisés ne peut pas être non plus tenue pour un facteur négligeable dans une lutte où chaque position compte.

\*\*\*

En bon chercheur, Serge Lambert ne néglige aucune piste. C'est ainsi qu'il a soigneusement suivi celle des désaccords à l'intérieur du P.C.I., au cœur même de son appareil, comme ce que l'on a appelé l'« *extrémisme* » de la fédération turinoise du P.C.I., par exemple, ou la prise à contre-pied de la direction du parti lui-même par Togliatti lors de son ralliement à l'Union sacrée derrière le gouvernement de l'ex-hiérarque fasciste Badoglio, reconnu par l'Union soviétique et appuyé par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Il n'a pas non plus négligé les rumeurs si souvent évoquées ou mentionnées par les journaux sur les conflits entre « *militaires* » et « *civils* », sur « *le danger révolutionnaire* » incarné par « *les partisans rouges* » et qui les aurait à certains moments dressés contre les politiciens civils.

Sa conclusion n'est pas celle de tout le monde, mais elle est solidement argumentée. Il est indéniable que la résistance de la direction du « *Nord* » reflète, quoique de façon déformée, la pression des masses des grandes agglomérations industrielles qui, comme en Grèce, ont formé les gros bataillons des premières troupes armées. Mais cette pression s'exerce souvent dans un sens très particulier : les « *chefs* », ici, ne tiennent pas à affronter leurs troupes, à leur faire enterrer les armes, à les désarmer, et redoutent les retours de bâton contre les ordres intempestifs qui ouvriraient un risque d'être débordés par leurs hommes. L'insistance avec laquelle un Luigi Longo souligne que ce sont seulement des « *considérations extérieures* » — entendons les exigences de l'URSS stalinienne — qui « empêchent » le

parti de prendre le pouvoir démontrent, non un désaccord avec la ligne dictée à ces cadres supérieurs, mais la difficulté qu'ils trouvent à son application.

Quant à la prétendue opposition qui se serait produite entre chefs militaires et chefs civils, elle ne relève, elle aussi, que de questions subalternes de prestige, de rivalités, de partage de pouvoir. Mais la question d'orientation, celle de savoir si le parti communiste et les formations armées très nombreuses qu'il contrôle seront au service d'une « révolution » et d'une prise du pouvoir des travailleurs ou au service d'une reconstruction nationale dans la lutte contre les Alliés a été tranchée bien avant. En ce sens, Serge Lambert a parfaitement raison de souligner, non seulement que c'est sur le terrain politique que cette question a été réglée, et en particulier par la victoire de l'appareil sur le « vieux parti », imposant la ligne du « nouveau parti » de collaboration de classes, mais encore que l'insurrection, par exemple, a été conçue d'un bout à l'autre par l'appareil comme une initiative préventive... contre la révolution et que les plus ardents partisans de l'insurrection n'étaient pas en même temps des partisans cachés de la révolution mais au contraire ses adversaires les plus déterminés.

La façon dont la première bataille politique a été réglée, que ce soit dans les villes industrielles du Nord ou à Naples, dans les banlieues de Rome ou dans les unités partisans, démontre en tout cas clairement, selon Serge Lambert, que c'est devant l'autorité de l'U.R.S.S. en tant que pays de la Révolution que les communistes révolutionnaires d'Italie se sont inclinés et que c'est le prestige de la Révolution d'Octobre, de la « transformation » et de la « construction socialiste » mis au service de la politique d'Union sacrée, qui a permis le triomphe des forces matérielles au service de la politique de la direction du P.C.I. Coupés des débats sur l'Union soviétique, ignorant des développements de deux décennies, des tournants en épingle à cheveux, des palinodies et des cabrioles du Comintern stalinien, les « vieux » communistes italiens dans leur ensemble semblent même avoir cru que Togliatti cherchait à leur imposer une politique opportuniste dans le dos de Staline lui-même et avoir patiemment attendu que ce dernier, enfin informé, desserre le frein et le bâillon qui leur avaient été imposés en son nom ! Bien que les hommes de Togliatti aient parfois utilisé — lorsque c'était vraiment nécessaire — l'assassinat politique, ils ont réussi, la plupart du temps à s'en dispenser en pratiquant la division et l'émiettement des critiques et adversaires de la ligne officielle dont la moindre faiblesse n'était pas la foi absolue que tous gardaient en l'Union soviétique et l'homme qui semblait à l'époque la symboliser.

On comprend mieux alors que les troupes de *Stella Rossa* dont les archives gardent la trace de débats autour d'un texte de Trotsky, aient, dans leur majorité, rallié finalement le P.C.I., qu'elles avaient un instant numériquement surclassé à Turin, sans pour autant avoir eu à livrer un conflit marqué par de nombreux affrontements physiques. On comprend aussi combien apparaissait faible la position « neutraliste » ou « défaitiste » des bordiguistes de ligne directe attachés aux thèses de *Prometeo* — et donc certains finirent, eux aussi, dans l'union sacrée.

Dans un article de ce même numéro, Serge Lambert tente de retracer l'histoire des trotskystes italiens, leur tentative de constituer à la fin de la guerre une section de la IVe Internationale et le cinglant échec qui s'ensuivit. Le contraste est saisissant ici avec l'organisation des trotskystes français. Nulle part comme en Italie n'existent autant de groupes armés ou non, ouvriers surtout, qui soient dressés consciemment contre la politique qui leur est dictée par le parti communiste. Nulle part ces militants n'ont été aptes à constituer de telles forces, groupes ouvriers autour d'un journal, groupes militaires capables d'initiative, de défense et de harcèlement, rayonnement politique capable de concurrencer sérieusement, parfois d'éclipser totalement celui du parti officiellement lié à Moscou. Jamais non plus effondrement ne fut plus total : bordiguistes comme Bordiga, anciens bordiguistes comme Enrico Russo, communistes d'opposition comme Libero Villone, vieux trotskystes entrés dans le P.S.I. comme di Bartolomeo, trotskystes tout court comme Nardini, tous présentent le même bilan, totalement négatif en ce qui concerne la construction du « parti révolutionnaire » qu'ils ambitionnaient d'opposer au P.C.I. Aucun n'a été capable, même dans une faible mesure, de donner de l'Union soviétique et de la politique stalinienne une explication qui, sans faire de leurs interlocuteurs les ennemis de l'U.R.S.S. en elle-même, les amenât

à ne pas croire ses dirigeants sur parole et à faire de l'attitude à l'égard du premier pays entré dans la révolution la pierre de touche de la rectitude politique.

\*\*\*

Serge Lambert raconte que Togliatti, retour d'Union soviétique, après avoir lancé le « *tournant de Salerne* », se rendit à Naples et qu'une de ses premières rencontres fut avec le vétéran ex-bordiguiste Russo, l'ancien chef de la colonne Lénine du P.O.U.M. et dirigeant, avec Nicola di Bartolomeo, de la nouvelle centrale syndicale indépendante, la G. G.L. .Il l'aborda amicalement, lui dit qu'il ne partageait pas ses positions mais comprenait ses critiques : la place de Russo était au parti communiste où il jouirait toujours du droit d'avoir des divergences et de les exposer.

Nous abordons ici une question que Serge Lambert ne traite pas en elle-même mais qu'il touche à plusieurs reprises. Bien entendu, la position de Togliatti ne s'expliquait pas par un quelconque « *démocratie* » ou « *libéralisme* », un attachement particulier aux droits des vieux militants du parti ou au fonctionnement de la démocratie de parti à Naples. Mais Russo était un dirigeant reconnu d'une partie du prolétariat napolitain contre lequel plusieurs opérations avaient échoué et qui conservait une réelle influence. L'écarter ne pouvait se faire qu'avec son consentement ou au prix d'une dure bataille où les protagonistes laisseraient tous des plumes. Palmiro Togliatti commençait donc par négocier.

Russo refusa. Mais dans le même temps, son compagnon dans la scission de Montesanto, l'avocat Mario Palermo, acceptait de revenir au parti et...recevait un portefeuille ministériel. Les propositions du P.C.I. émiettaient le front de ses adversaires, ne leur laissèrent finalement aucun bastion et les dispensèrent même, au bout du compte, d'avoir à liquider physiquement des hommes isolés qui ne comptaient plus dans la lutte. Dans le même temps, au maquis, dans les journées de la Libération et les mois qui suivirent, les hommes des services secrets du P.C.F. mettaient apparemment moins de gants avec les oppositionnels français, liquidaient d'abord et... négociaient ensuite.

Serge Lambert suggère une explication pour ce phénomène qui est après tout un trait distinctif du stalinisme italien par rapport au stalinisme français : une plus grande aptitude à supporter la contradiction, à accepter la discussion, une plus grande souplesse vis-à-vis de l'opposition intérieure, des mœurs apparemment moins rigides et plus « *démocratiques* ». Il ne s'agit pas, bien entendu de suggérer que le P.C.I. « *nouveau* », construit, comme il le fut, en opposition à la base ouvrière révolutionnaire du parti du temps de Gramsci et Bordiga, aurait, à une date indéterminée — la dissolution de l'Internationale communiste ! —, rompu ses liens avec Moscou et cessé d'être un parti « *stalinien* » comme l'était à l'époque le parti communiste français. Ou bien supposer que le « *nouveau parti* » de Togliatti avait été ainsi construit d'emblée dans la substance nouvelle qui en faisait un parti « *eurocommuniste* » avant la lettre. Ainsi se trouveraient réhabilitées en matière de science politique la transsubstantiation et la recherche de la pierre philosophale permettant de changer la nature des partis — ce que font d'ailleurs tous les jours dans leurs commentaires des gens considérés comme sérieux et spécialistes de la politique italienne.

En réalité, dans la capacité du P.C.I. à régler ses problèmes internes et les oppositions sur sa gauche par d'autres méthodes que les mitraillettes ou le matraquage simple, nous avons un reflet accidentel, mais significatif — « *effet pervers* » disent les spécialistes — de l'application au P.C.I. de la loi de Marx sur le développement inégal et combiné. Une comparaison avec le P.C.F. permettra d'utiliser et d'illustrer cette notion.

La construction de l'appareil du P.C.F. jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale s'est faite de façon continue, sans interruption durable ni véritables à-coups. Les dirigeants du P.C.F. à cette époque, comme ses principaux cadres sont des hommes généralement gagnés à l'époque de la tactique ultra-gauchiste et sectaire de la fin des années 1920 appelée « *classe contre classe* ». Ce sont les mêmes qui ont, sans

transition, préconisé et soutenu la politique du Front populaire et du Front français, appelé à l'union nationale anti-fasciste, avant d'assurer que le pacte Hitler-Staline était un geste de paix positif contre les « *fauteurs de guerre* » alliés, avant de se retrouver au premier rang des propagandistes de la « *grande guerre patriotique* ». Il n'y a pas de faille dans la formation de cet appareil, pas de manque, pas de trou béant, aucune solution de continuité entre les générations. L'homogénéité de l'appareil est telle qu'il réagit presque automatiquement et se montre en toute occasion parfaitement apte à réagir contre les pressions de l'extérieur, le mouvement des masses et tout risque de débordement. L'emprise de cet appareil est totale sur le parti comme l'est dans les années 44-45 celle du parti sur la classe ouvrière et des milieux comme l'intelligentsia. Dans cette mesure, il n'a aucun besoin de prendre des gants avec des opposants qui sont de toute façon des individus plus ou moins isolés, marginalisés dès le départ. Plus tard, il n'y a, pour lui, aucune difficulté à exclure, calomnier, persécuter sans autre forme de procès, tout opposant, critique ou susceptible de l'être. Pour lui, la démocratie est un luxe inutile.

En revanche, le P.C. italien se trouve placé dans les années de guerre dans une proposition très précaire. Sa phalange « *espagnole* », son appareil rompu à tout, représente une classe d'âge, d'hommes qui avaient l'âge de combattre en Espagne et d'émigrer avant. Ce n'est que peu à peu qu'il peut sélectionner, trier, dans la jeune génération militante les hommes qui vont ensuite manifester leur fidélité inconditionnelle dans l'alliance avec De Gasperi et l'admiration pour Tito, dans la haine de Tito et la dénonciation de De Gasperi, dans la guerre froide comme dans la coexistence pacifique, avec Staline comme avec Khrouchtchev. Il faut chaque fois composer, discuter, diviser, gagner du temps. Il lui faut savoir convaincre et menacer, cajoler aussi bien que frapper. Aucun coup en tout cas n'est gagné d'avance. Ainsi l'appareil du P.C.I. est-il, dès la constitution du « *nouveau parti* », en possession d'un arsenal extrêmement varié et notamment d'une souplesse très grande dans le domaine de la lutte contre les opposants de l'intérieur et les adversaires de gauche. C'est au fond la faiblesse du P.C.I. à ce moment décisif de son histoire qui lui permettra beaucoup plus tard de jouer aux moindres frais le « *démocrate* » et de « *récupérer* » beaucoup plus facilement des mouvements critiques et contestataires. L'explication historique suggérée par Lambert ne vaut-elle pas mieux que l'explication métaphysique proposée par les spécialistes reconnus ?

\*\*\*

Les historiens britanniques Bornstein et Richardson ont donné dans leur histoire des trotskystes britanniques pendant la guerre (*War and The International*) dont nous aurons à rendre compte prochainement de larges extraits des souvenirs de trotskystes britanniques, notamment de Charles van Gelderen et de leur contact avec ce mouvement ouvrier italien si surprenant parce qu'il n'avait pas de passé récent ! De l'image d'Epinal que chacun s'est plus ou moins formée de ce passé italien tout proche encore et si mal connu, se dégagent des figures du mouvement ouvrier d'un intérêt et, pour certains au moins, d'une envergure exceptionnelle. C'est le cas, par exemple de Thémistocle Vaccarella, cadre de base du P.C.I., inspirateur de Stella Rossa et vraisemblablement abattu par les services spéciaux. C'est le cas des frères Venegoni, de Legnano, de l'admirable phalange de militants du MC. d'I. romain et de leur Armée rouge. C'est le cas du philosophe Libero Villone, un des hommes de Montesanto passé au trotskysme. C'est le cas de Nicola di Bartolomeo, vieil émigré bordiguiste passé au trotskysme, compagnon de Molinier, bien connu en Espagne dans le P.O.U.M. sous le nom de Fosco et reconstruteur en Campanie du mouvement ouvrier et du parti socialiste dans lequel il avait pratiqué l'entrisme à titre individuel à sa libération du confino. C'est enfin et surtout l'extraordinaire personnage campé par Enrico Russo, dont on peut regretter que les historiens lui aient porté si peu d'intérêt tout en ne l'ignorant pas totalement ce qui permet d'émettre des conjonctures sur les raisons de leur silence.

Né à Naples en 1895, Russo avait rejoint les Jeunesses socialistes à 15 ans, le parti à 16. Son intelligence lui valut pendant la guerre une promotion au grade de lieutenant d'infanterie. Revenu mutilé, de nouveau ouvrier métallurgique, il était en 1917 secrétaire de la FIOM de Naples, le syndicat des métaux et polémiquait contre la politique de scission prématurée de Bordiga à laquelle il préférait la conquête

du parti socialiste. Leader des partisans de la III<sup>ème</sup> Internationale à Naples après Livourne dans le parti de Serati, il rejoint le P.C.I. en 1924, est secrétaire de la Bourse du Travail de Naples en 1925, responsable de la C.G.L. de Campanie où il dirige une grève générale contre la vie chère. Secrétaire du parti en Campanie en 1925, il émigre en France sur décision du parti, entre au comité central, devient secrétaire général des groupes communistes de la région parisienne, obtient de leur congrès en 1928 l'approbation d'une plateforme proche de celle de l'Opposition de gauche. Même décision, même vote après l'intervention de Thorez qui annule la délibération. Même intervention avec l'intervention de Dimitrov. Finalement les groupes communistes italiens de France sont dissous et réorganisés : Russo n'est pas exclu, mais n'est pas repris. Le voilà seul. Pas pour longtemps : il rejoint avec ses amis la Fraction de gauche, la représente même sous le nom de Candiani dans le bureau international de l'Opposition de gauche. Il rompt avec la Fraction quand celle-ci déclare sa position de défaitisme révolutionnaire dans la guerre d'Espagne. Lui, il est parti combattre et il commande militairement la colonne Lénine, des volontaires étrangers du P. O.U.M. Réfugié en France avec la défaite, interné à Saint-Cyprien, il est livré par Vichy aux autorités fascistes, condamné à 5 ans, Libéré en septembre 1943, il redevient, après presque vingt ans, secrétaire de la Bourse du Travail de Naples qu'il contribue à reconstituer, secrétaire général méridional de la C. G.L. et membre influent du P.C. de « *Montesanto* ». Confirmé par le congrès de Salerne de la C.G.L., il devient directeur de *Battaglie sindacali*, organise et dirige grève et manifestation du 4 mars 1944, en pleine guerre. Bien entendu, cible du P.C.I. , abandonné par le P.S.I., il doit reculer. On le retrouve dans le P.S.D.I. où il tente d'animer un courant de gauche. On trouve sa signature en 1960 au bas d'un manifeste en faveur du syndicalisme lutte de classes. Nous savons seulement qu'il est mort en 1973.

Ce que Serge Lambert a découvert de lui suffit en tout cas pour que nous puissions affirmer que la vie de Russo fut une vie exceptionnelle de militant communiste exemplaire, toujours fidèle à sa classe et à sa conscience, jamais effleuré par la tentation stalinienne qu'il combattit pendant des dizaines d'années comme il combattit la bourgeoisie italienne. Russo est, pour le moment, un inconnu dans la classe ouvrière italienne et dans la jeunesse. Certes. Mais cet oubli ne sera pas éternel. Nous savons que le mouvement retrouvera l'un de ceux qui furent de ses ancêtres les plus honorables et qu'il lui rendra la place qui est sienne. Ce n'est pas le moindre mérite de la thèse de Serge Lambert que d'avoir préparé des réhabilitations de cette dimension et de cette portée, en contradiction avec des procès qui se déroulèrent un peu partout, mais qui tous, comme les trois les plus célèbres, avaient été jugés à Moscou.